

Assemblée générale juin 2008

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2006 – 2008



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Déjà plus de 18 mois se sont écoulés depuis notre dernière rencontre en assemblée générale survenue en novembre 2006, au Centre St-Pierre. Un 18 mois qui, dans la petite histoire d'Alternatives, aura eu son lot de difficultés, mais somme toute, de succès.

Le constat est clair. L'environnement politique au Québec, au Canada comme presque partout ailleurs dans le monde, s'est articulé de plus en plus autour de projets conservateurs (exception faite de l'Amérique du Sud), et est dominé par une droite qui confronte et attaque nos maigres acquis. Face à tout cela, des mouvements populaires se sont coalisés. Le Forum social québécois (FSQ) en fut une illustration importante, ayant su attirer plus de 5000 personnes. Une grande partie de ce succès découle du travail réalisé par Alternatives et ce, dès novembre 2006.

D'une part, tout en considérant un contexte où l'État continue à sabrer dans les budgets de l'aide internationale ainsi que dans les projets à caractères sociaux, nous avons malgré tout tenu le cap et n'avons connu qu'un faible déficit pour les 2 années 2006 - 2008 consolidées. Un nouveau système de suivi par projets a vu le jour durant cette période, en réponse aux recommandations faites antérieurement par des vérificateurs comptables, lequel a résulté en une meilleure gestion et un suivi mensuel des projets en cours.

D'autre part, nous avons solidifié nos liens partout dans le monde par l'entremise de notre propre fédération **Alternatives International** créée en 2003, et qui regroupe 9 organisations. Le Forum social mondial de Nairobi en janvier 2007 fut une excellente occasion de démontrer la force de ce réseau qui pour la première fois s'exprimait d'une seule voix et présentait une programmation conjointe.

Sur le plan organisationnel, la nouvelle convention collective a apporté une formalisation des processus et pour le moins, une certaine pérennité de fonctionnement. De son côté, la direction a subi de nouveaux changements jusqu'à la nomination de Michel Lambert à titre de directeur général par intérim en décembre 2007.

Nous nous devons tous de remercier grandement les membres du CE et du CA, qui ont su nous appuyer à des moments clés tout au long des 18 derniers mois. Et d'autant plus, de remercier les directeurs (trices) sortants/tes pour leur dévouement à la mission d'Alternatives ainsi bien sûr que toute l'équipe des travailleurs-travailleuses d'Alternatives.

Finalement, sur le plan stratégique, la période fut des plus riches. D'une initiative née aux J.A. d'août 2006, divers processus de discussions et de consultations furent mis en branle afin d'établir les grands axes de programmation sur lesquels Alternatives concentrera ses énergies jusqu'à 2013. Tous et chacun y ont mis leur contribution et nous sommes persuadés qu'avec l'aide de cette nouvelle planification stratégique et grâce aux nombreux membres, partenaires et amis, nous saurons relever les défis à venir qui s'annoncent encore une fois des plus exigeants.

Luc Phaneuf
Président

RAPPORT D'ACTIVITÉS DU 1^{ER} AVRIL 2006 AU 31 MARS 2008

Introduction

Gustave Massiah, membre de l'IPAM (AlterInter Paris) et du Conseil de gouvernance de la fédération Alternatives International concluait récemment : « *nous sommes confrontés à une triple crise, la crise de l'hégémonie des États-Unis et la crise du néolibéralisme. À cela, il faut rajouter la crise écologique mondiale qui est devenue patente.* »

L'univers politique des 24 dernier mois nous est donc apparu comme un « patchwork » complexe de crises assumées; mais la prise de conscience des limites de l'écosystème planétaire et de la négation des droits environnementaux des générations futures a beaucoup progressé. C'est la question majeure de l'avenir du mouvement altermondialiste dont Alternatives fait partie et c'est pour cette raison que nous avons aussi entrepris dans la dernière période de lancer des initiatives significatives dans ce sens. Les prochaines années permettront de concrétiser ces premières idées et pistes d'action.

Sur le front de l'impérialisme, si les États-Unis restent la superpuissance dominante, ils doivent faire face à une remise en question grandissante. Cette situation a des conséquences importantes sur le système international et remet en cause le multilatéralisme et les institutions internationales. La Banque Mondiale et le FMI sont en perte de vitesse. Même l'OMC est affaiblie. Restent l'hégémonie militaire et la prétendue guerre des civilisations qui servent de fondement idéologique à la domination militaire, aux politiques sécuritaires et qui alimentent le racisme sous toutes ses formes. La lutte contre la guerre sans fin constitue une des priorités d'Alternatives.

La conception néolibérale de la croissance fondée sur la régulation des capitaux par les marchés mondiaux se traduit dans les faits par l'approfondissement des inégalités et de la pauvreté dont la plus récente manifestation est la crise alimentaire. C'est ainsi que globalement, nos initiatives ainsi que celles de nos partenaires ont voulu favoriser la justice sociale, la lutte contre toutes les discriminations, la démocratie participative, des relations égalitaires entre les peuples, les États, le Nord et le Sud. Active au Québec et sur quatre continents, Alternatives dans les deux dernières années, a soutenu les initiatives des mouvements sociaux en faveur du respect des droits des personnes et des communautés touchées par la pauvreté, la discrimination et la violence.

Les réseaux créés au fil des ans avec nos partenaires permettent un véritable échange entre les pays du Sud et du Nord et entre les pays du Sud. Ce travail ici et ailleurs est essentiel pour créer de nouvelles solidarités basées sur des partenariats d'égal à égal.

Alternatives concentre son action au Canada et à l'étranger dans quatre domaines :

- démocratie, paix et citoyenneté;
- mouvements pour la justice sociale;
- médias et technologie d'information et de communication;
- écologie sociale.

ACTIVITÉS AU CANADA

Éducation populaire et MOBILISATION

Alternatives a comme mission d'informer et de mobiliser la population canadienne sur des enjeux nationaux et internationaux. Ce travail est essentiel pour en arriver à des relations plus justes entre les nations, ainsi que pour régler des problèmes politiques, économiques, sociaux ou environnementaux communs. Alternatives espère sensibiliser les citoyens aux questions négligées par les médias ou les élus. Deuxièmement, Alternatives cherche à mobiliser les citoyens pour influencer le gouvernement à promulguer des politiques équitables.

WWW.ALTERNATIVES.CA

Alternatives alimente un site Web qui se veut un carrefour d'idées de la mouvance altermondialiste. De nombreux articles originaux y sont publiés, en plus de ceux du Journal Alternatives et d'autres articles repris auprès des sites de nos partenaires. Le site est une référence essentielle, surtout en français puisque 70000 des 80000 visiteurs mensuels naviguent essentiellement du côté francophone du site.

Les serveurs libres d'Alternatives hébergent de plus les sites de dizaines de partenaires incluant celui d'Alternatives International <http://alternatives-international.net> qui atteint, quant à lui, une moyenne de 45000 visiteurs par mois.

Le JOURNAL ALTERNATIVES



Le journal Alternatives a acquis une excellente réputation au fil des ans. Il s'est fait remarquer par sa rigueur, son traitement original de questions d'actualité et son penchant à parler de sujets peu discutés dans les médias de masse.

En 2007-2008, Alternatives a par exemple été parmi les premiers à ouvertement aborder l'importance d'ouvrir la discussion avec les talibans ou à évoquer le comportement disgracieux de compagnies minières canadiennes en Afrique. Il est le seul mensuel à ouvertement critiquer la politique extérieure canadienne comme dans le cas du silence d'Ottawa sur le traitement inhumain réservé aux Palestiniens.

Ce mensuel d'information internationale, nationale et culturelle, publié depuis une douzaine d'années, est inséré à l'intérieur du quotidien *Le Devoir* et est donc initialement distribué à 50000 copies. Il est aussi distribué gratuitement à plus de 150 endroits au Québec et ailleurs au Canada. En tant que média indépendant ouvert sur le monde, le journal Alternatives est unique en son genre au Québec. En région, il est souvent la seule source d'information écrite québécoise contenant des analyses internationales.

RADIO Alternatives

Encore dans les 24 derniers mois, une équipe d'une douzaine de militants d'Alternatives a pu réaliser une émission de radio hebdomadaire sur les ondes de CKIA 88,3. Des capsules de l'émission sont maintenant disponibles sur le site d'Alternatives.

Les Journées alternatives, ainsi que les FORUMS SOCIAUX

Depuis 14 ans, les Journées Alternatives réunissent des centaines de personnes du Québec et d'ailleurs en été. Ces quelques jours de réflexion et de débats permettent aux participants de débattre d'enjeux sociaux, environnementaux et politiques, de créer des contacts enrichissants; mais surtout d'imaginer les gestes concrets qui seront posés dans les mois à venir. Les JA sont un espace de convergence, de formation et d'échanges pour les militantEs de notre réseau ainsi que pour le public en général.

Après des journées records en août 2006 où plus de 500 personnes s'étaient réunies au Camp Papillon de St-Alphonse de Rodriguez, Alternatives a tenu ses journées d'étude 2007 dans le cadre du premier Forum social québécois (FSQ) à l'UQAM. Cette intégration de nos activités au sein du FSQ nous a permis de rejoindre des dizaines de personnes qui ne connaissaient pas l'organisation, en plus d'exposer Alternatives à des dizaines d'autres réseaux, notamment des groupes d'ailleurs en province.



Membre du Conseil international du Forum social mondial, Alternatives s'est investi dès le départ dans le projet de la mise sur pied du premier FSQ. Nous y avons injecté bien au-delà des seules ressources prévues pour la tenue de nos JA et avons accueilli le secrétariat du FSQ dans nos bureaux en plus de nous impliquer directement au sein des divers comités. Ces efforts ont été bien récompensés, puisque l'événement a été un énorme succès, avec 5 000 participants.

En 2008, le comité international du Forum Social a choisi de tenir une journée mondiale d'action. Au Québec, Alternatives était au centre de la coalition issue du FSQ qui a organisé une marche altermondialiste le 26 janvier 2008 à Montréal. Nous avons de plus développé et fait fonctionner le site Web (<http://www.appelsolidaireduquebec.org>) de l'activité, conçu et produit le matériel promotionnel de la journée, organisé une conférence sur

la souveraineté alimentaire, participé au piquetage contre le recrutement par l'armée canadienne, manifesté avec la coalition, pris la parole lors de la manifestation et organisé une fête. Cette activité s'inscrivait en droite ligne dans la suite du Forum social québécois et en préparation pour le Forum social mondial de janvier 2009.

Alternatives siège de plus au Conseil d'Administration du Forum social québécois. Celui-ci concentre actuellement ses efforts à soutenir la tenue de Forums sociaux régionaux (Saguenay, Outaouais, Mauricie, Estrie). Des débats ont aussi lieu sur la perspective d'organiser un Forum québécois en 2009. Pour notre part, en ligne avec notre planification stratégique 2008-2013, nous proposons la tenue d'un Forum québécois sur la thématique de l'immigration.

Campagne POUR UNE PAIX GLOBALE (et contre la guerre sans fin)

En mars 2007, Alternatives a réuni des invités prestigieux : le député palestinien et ancien candidat à la présidence de l'autorité palestinienne Mustafa Barghouti, le fondateur du *Alternative Information Center* de Jérusalem, Michael Warschawski, Soraida Sabbah militante pour la paix à Ramallah et la



chercheuse Phyllis Bennis de l'*Institute for Policy Studies* à Washington. Ils ont pris la parole lors d'une série de conférences à Montréal, Québec et Ottawa.

Soirée IRAN

En décembre 2007, Alternatives a organisé un débat concernant les menaces de la Maison-Blanche contre l'Iran. La chercheuse américaine, Phyllis Bennis, le porte-parole de *Québec solidaire*, Amir Khadir et le spécialiste de l'Iran, Fred Reed, ont discuté des possibilités d'une attaque américaine.

Campagne Santé sans profit

Alternatives s'est joint à des personnalités québécoises, à des syndicats et d'autres groupes sociaux dans le cadre de la campagne [Santé sans profit](#). Alternatives dit NON à la privatisation du système de santé. Alternatives estime que la lente privatisation du secteur de la santé est dangereuse. Ce recours au privé draine des ressources essentielles au service public, ce qui à terme risque de nuire à l'accessibilité pour tous. Alternatives prône la gratuité des services et demande à l'État québécois de mettre en place des mesures pour diminuer les dépenses en médicament, qui constitue le principal facteur de croissance des coûts.

Une Clinique pour Gaza



Alternatives est aussi à l'origine d'une campagne de collecte de fonds commune avec des syndicats et d'autres ONG pour reconstruire la principale clinique de Gaza de la *Palestinian Medical Relief Society (PMRS)*. Cet établissement, détruit le 27 février 2008 par un bombardement israélien, abritait une pharmacie, une ambulance, un centre d'équipement pour des handicapés et des bureaux administratifs. Les dommages sont extrêmement importants. L'argent récolté servira à réparer l'immeuble et à racheter des médicaments, une ambulance et des fauteuils roulants

Alternatives demande aussi au gouvernement canadien de faire pression sur Israël pour que cessent immédiatement les attaques contre les Palestiniens.

Pour LA PAIX EN AFGHANISTAN

Alternatives a été très actif pour dénoncer l'intervention canadienne en Afghanistan, beaucoup trop militaire et aucunement axée sur le soutien aux initiatives des organisations afghanes de la société civile.

Alternatives est actif au sein du collectif *Échec à la guerre* qui a organisé des manifestations contre la présence militaire canadienne en Afghanistan. Nous avons présenté un mémoire lors des audiences de la Commission populaire sur la guerre en Afghanistan du 9 février dernier. Nous avons utilisé cet exercice comme un moyen de relancer le débat dans le mouvement anti-guerre au Québec principalement. Le résultat de cette démarche est un mémoire (<http://alternatives.ca/article3450.html>) qui dresse un portrait assez complet à la fois de la situation en Afghanistan, du bilan de l'action canadienne dans ce pays et des perspectives d'actions que nous jugeons les plus adéquates possible dans les circonstances. Il s'agissait de réaliser un travail délicat d'équilibre entre notre volonté d'exiger le retrait des troupes et celui d'encourager le gouvernement canadien à y investir de manière utile les ressources nécessaires pour

permettre l'émergence d'une société civile forte et l'avancée des valeurs démocratiques que nous souhaitons en Afghanistan comme ailleurs dans le monde.

Actif dans différents réseaux et coalitions de Québec, Alternatives a participé aux mobilisations contre la guerre en Irak et en Afghanistan, la marche du 22 juin 2007 a réuni plus de mille personnes et celle du 28 mars 2008, 300 participants. Alternatives a reçu en conférence Francis Dupuis-Déri et Marc André Cyr qui ont présenté la résistance à la guerre au Québec depuis le début du siècle dernier.

Des dizaines de DÉBATS, de PROJECTIONS...

Durant les 24 derniers mois, Alternatives a pu organiser différents ateliers et séminaires portant sur une large variété de sujets.

En septembre 2007, Ghislain Picard de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador a abordé la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones. En novembre, des gens du Pérou, du Mexique et de la communauté algonquine de Kitcisakik ont fait connaître leurs luttes pour la protection de l'environnement et une saine utilisation des ressources naturelles.

En décembre 2007, **Alternatives** s'est associé au festival de films palestiniens qui a eu lieu à Montréal. Par la suite, nous avons transporté vers Québec le film *Chacun sa Palestine* qui fut suivi d'un débat.

En janvier 2008, Alternatives à Québec a traité des violences sexuelles faites aux femmes en République démocratique du Congo avec des représentantes d'associations de femmes du Sud et Nord Kivu. Lors de cette rencontre organisée en collaboration avec Droits et Démocratie et Carrefour Tiers Monde, Émérite Tabisha Mongelwa de l'association Actions des femmes pour le droit et le développement et Julienne Lusenge de Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral ont dénoncé le manque d'aide aux organisations locales par l'ONU qui favorise généralement les agences internationales quand vient le temps de fournir de l'argent pour les programmes d'aide aux femmes dans cette région.

En mars 2008, Alternatives a organisé avec l'appui de la ville de Québec et de syndicats, une journée d'échanges en débats et théâtre avec des jeunes des communautés culturelles, des autochtones et des Québécois de souche.

Grâce à l'appui du Forum Jeunesse de la Capitale nationale, Alternatives a pu développer le projet Brigade Autochtones et médias qui cherche à construire des ponts entre des jeunes autochtones et non-autochtones, et à assurer une meilleure couverture médiatique des enjeux autochtones au Québec. Une vingtaine de participants du projet ont d'ailleurs organisé des formations sur les questions autochtones. Un échange avec la communauté attikamek de Manawan aura lieu en juin 2008.

parcours des JEUNESSES PLURIELLES
Rencontre entre jeunes de communautés culturelles, Autochtones et QuébécoisEs (18-35 ans)
Dans le cadre de la Semaine d'éducation contre le racisme
films, échanges et théâtre

29 mars

Journée en trois temps

11h30 Réalités des jeunes Autochtones: parcours de vie, engagement social et comment lutter contre la discrimination et le racisme.
Avec Marie Belliveau de l'Association étudiante autochtone de l'Université Laval et Mélanie Regaruk du Centre amérindien autochtone de l'UQAM.

11h30 Réalités des jeunes des communautés culturelles: Québec lieu de passage (30 minutes).
Commentaires sur les projets, la responsabilité et le racisme à Québec avec la réalisatrice Marlene Beaudin, Mélanie Belliveau, Ali Mélaye et Leki du groupe de musique Jamelles Place qui ont raconté leur parcours dans le film.

11h30 Snacks et rafraîchissements

11h45 Place au théâtre d'intervention! Accommodation double.
Une présentation de Leveson De-Pa-X.
Comment perçoit-on les autres et nous-mêmes? Comment combattre le racisme et la discrimination?

À la Maison de la coopération et de la solidarité
155, boul. Charest Est

Informations et inscriptions : 821-4000 / quebec@alternatives.ca

Forum JEUNESSE de la Capitale nationale Alternatives VILLE DE QUÉBEC

Le programme DES JARDINS SUR LES TOITS

Ce programme remporte un vif succès auprès du public. Des jardins sur les toits vise à remettre le citoyen en contact avec la nature et les aliments qu'il mange, tout en permettant de verdir des espaces minéralisés comme des toits, des balcons ou des entrées de garage. Durant la période du présent rapport, plus de 900 personnes se sont impliquées bénévolement dans le projet (dont 150 jardiniers hebdomadaires!) et plus de 3000 ont participé aux activités de promotion. Des activités publiques (6), des conférences et ateliers (30), un guide pour réaliser son jardin alimentaire (lui-même publicisé par plusieurs médias) et un film bilingue nous ont permis de faire la promotion de l'agriculture urbaine!

S'inspirant de la culture hydroponique, de la permaculture et du jardinage écologique, des bacs de jardinage dénommés "*trousses prêt-à-pousser*" ont été créés pour faciliter l'aménagement de jardins alimentaires sur des surfaces minérales. Les bacs optimisent le potentiel de croissance des plantes par un apport constant en eau et en oxygène et permettent une autonomie en eau de 3-4 jours en pleine période de croissance.



Puisque la majorité de la population mondiale vit en ville, Alternatives estime que la transformation du milieu urbain est essentielle pour améliorer la qualité de vie des citoyens, pour favoriser de meilleurs rapports sociaux et pour mieux protéger l'environnement. En 2006-08, nous avons réalisé 8 jardins démonstratifs, développé 11 jardins à partir de nos bacs et/ou nos techniques de jardinage et nous avons fleuri 450 balcons. Nos initiatives ont permis la création du regroupement des jardins collectifs du Québec (RJCCQ), favorisé la création d'un réseau montréalais en agriculture urbaine en plus de celle d'un chapitre montréalais du réseau d'agriculture urbaine en Amérique du Nord! Nous avons de

plus identifié l'écologie sociale comme un de nos axes stratégiques pour la période 2008-2013. Dans ce programme qui conjugue action locale et vision internationale, Alternatives met à profit son expérience en agriculture urbaine pour s'associer avec plusieurs partenaires dont : le Santropol Roulant, qui a des racines profondes dans la communauté montréalaise, la Maison de quartier Villeray, le Regroupement des jardins collectifs du Québec, le HLM Outemont, le Centre d'écologie urbaine, la Ville de Montréal, l'Institut de Tourisme et d'hôtellerie du Québec, l'UQAM et l'Université McGill pour ne nommer que ceux là.

Le projet des jardins a récemment remporté un prix pour son jardin sur le campus McGill par « *The Royal Architectural Institute of Canada, Canadian Institute of Planners, and Canadian Society of Landscape Architects* » dans la section « *Urban fragment* ». C'est une reconnaissance du milieu des professionnels en architecture, urbanisme et architecture de paysage. Nous sommes, de plus, en liste pour un second prix d'importance au niveau du Québec cette fois... à suivre!

Le programme IMMIGRATION

Les questions soulevées par l'immigration et la diversité culturelle préoccupent beaucoup Alternatives. En 2006-08, nous avons visé à agir sur toute la problématique touchant l'immigrant ou le revendicateur du statut de réfugié, ainsi que sur la notion de citoyenneté; mais surtout, nous avons participé et organisé des débats au moment où cette question devient prioritaire pour la société et les mouvements sociaux.

Alternatives a ainsi participé aux niveaux provincial et fédéral au groupe de travail sur l'accès aux professions et aux métiers, qui a élaboré un nouvel avis d'équivalences qui sera plus approprié aux règles du marché de l'emploi au niveau provincial, afin d'avantager la reconnaissance des titres de compétences. Notre présence active sur divers comités et notre participation à toute discussion visant l'accès des immigrants aux ordres professionnels sont nos préoccupations quotidiennes.

Pour favoriser l'intégration des immigrants, Alternatives gère un Service d'employabilité ouvert à tous. Ce service aide les nouveaux arrivants à se trouver un emploi, à comprendre les mécanismes, les règles et le fonctionnement du marché du travail montréalais. Les immigrants reçoivent par exemple des conseils pour la rédaction de leur C.V. ainsi que de l'aide pour l'obtention d'équivalences, de stages rémunérés ou de références pour de futurs employeurs.

Alternatives fournit en majorité ses services aux Maghrébins-es, qui constituent la clientèle la plus nombreuse. Ce groupe est parmi ceux qui ont le plus de difficultés à se trouver un emploi au Québec, malgré un taux de scolarisation plus élevé que la moyenne. Dans ce contexte, notre savoir-faire est primordial pour lever les barrières visibles et invisibles qui bloquent le chemin à l'emploi.

Alternatives joint aussi les actes à la parole en matière de diversité. Le personnel d'Alternatives est composé de gens originaires d'Amérique latine, d'Asie, du Maghreb, d'Europe et bien sûr du Québec, francophone et anglophone !

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Alternatives a des projets avec ses partenaires en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Nos actions se concentrent dans quatre champs d'intervention : démocratie, paix et citoyenneté; mouvements pour la justice sociale; médias et technologie de l'information et des communications; écologie sociale.

DÉMOCRATIE, PAIX et CITOYENNETÉ

Le respect des droits fondamentaux est un des chevaux de bataille d'Alternatives. Souvent théoriques, ces droits ne sont pas respectés en raison des mentalités, de la rigidité des institutions étatiques, mais surtout d'un système capitaliste déshumanisant.

En **Haïti**, Alternatives encourage la participation des paysans à la vie démocratique avec le projet Tout le monde citoyen. Les habitants des zones rurales sont souvent peu organisés et pas consultés lorsque des décisions sont prises par le gouvernement central à Port-au-Prince. En collaboration avec *l'Institut Québec - Haïti* et des groupes locaux comme la *Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA)*, Alternatives incite les paysans haïtiens à exprimer leurs revendications et à exiger les services de base auxquels ils ont droit. Des guides d'éducation populaire et des ateliers sont élaborés pour que les agriculteurs se regroupent pour faire entendre leur voix. Ils apprennent ainsi à mettre sur pied des cahiers de revendications, tout en ayant recours à des moyens pacifiques (envois de lettre, rencontres, marches) pour influencer les dirigeants du pays. Ce projet vise aussi à renforcer les capacités des organisations paysannes haïtiennes en terme de réseautage, de plaidoyer et de communication, en vue d'une participation accrue aux grands débats nationaux portant sur l'économie paysanne, la protection des ressources environnementales et la réforme agraire. Cet objectif est crucial compte tenu du fait que la majorité de la population haïtienne vit en zone rurale.

Toujours en **Haïti**, Alternatives a participé à un projet afin de décentraliser les pouvoirs vers les départements, les communes ou les municipalités. L'objectif est que ces communautés territoriales puissent répondre aux besoins essentiels des Haïtiens qui très souvent n'ont pas accès à l'eau potable, aux soins de santé primaire et à l'éducation. Le projet réalisé avec la PAPDA, ainsi qu'avec *Solidarité des femmes haïtiennes - SOFA*, visait aussi à favoriser l'élaboration de politiques économiques locales.

Pour favoriser la paix en **Irak**, Alternatives travaille à appuyer les médias (avec notamment notre partenaire *Réseau Liberté*), les syndicats et les mouvements sociaux. Notre appui a permis de créer le réseau *Iraqi Democratic Future Network* qui regroupe présentement 15 organisations sociales irakiennes, dont plusieurs syndicats, associations de femmes et d'étudiants et dont le premier projet commun était une campagne sur les veuves en vue d'accroître l'accès de celles-ci aux pensions de l'État. <http://www.alternatives.ca/article3025.html>. Des Iraquiens de tous les groupes religieux se sont unis pour aider ces veuves, pauvres et souvent mises à l'écart de la société. En plus d'établir des liens entre ces groupes et de permettre à des organisations laïques d'interagir avec la population, cette campagne a permis d'endiguer la discrimination que subissent les veuves. Par exemple, à Basra, des pressions ont forcé les autorités à abandonner la pratique voulant que les veuves obtiennent la signature de leur père ou de leur frère pour toucher leur argent.

Dans un autre pays ravagé par des conflits, l'**Afghanistan**, Alternatives contribue au développement de la démocratie en participant à la création de conseils de village avec notre partenaire, le *Sanayee Development Foundation (SDF)*. Ces institutions fournissent une tribune aux villageois pour exprimer

leurs besoins à l'administration centrale. Elles servent aussi de lieu de résolution de conflit au niveau local. Plus récemment, nous avons entrepris un nouveau projet avec le Ministère du développement rural en vue de former un institut afghan du développement rural en collaboration avec l'Université d'Ottawa.

La **Palestine** est au cœur du conflit et a besoin d'aide. Alternatives a complété en 2007 un projet de 5 ans <http://www.alternatives.ca/article658.html?lang=en> pour venir en aide aux femmes démunies de la bande de Gaza. Exécuté dans un contexte politique des plus difficiles, le projet a permis de créer de nouvelles facilités et opportunités pour les femmes pauvres et leurs familles, en leur offrant des services de formation dans deux centres communautaires à Gaza en plus de renforcer la capacité du *Ministère palestinien des affaires sociales* à gérer ces services et ces programmes de formation.

Également en **Palestine**, Alternatives appuie financièrement le *Teacher's Creativity Center*, pour créer et consolider des comités de parents dans les écoles. Les parents peuvent ainsi participer davantage dans la vie scolaire de leurs enfants, déjà bien perturbés en raison du conflit avec Israël. Puisque les écoles palestiniennes manquent de ressources, cet engagement accru est essentiel pour assurer une éducation de qualité et lutter contre le décrochage scolaire qui est endémique. De plus, des ateliers et des conférences sont organisés pour sensibiliser les adultes aux droits des enfants.



En **République démocratique du Congo (RDC)**, Alternatives a pu initier un projet avec comme principal objectif de renforcer les capacités des actrices et acteurs des organisations et institutions oeuvrant dans le domaine des droits de la femme et des droits humains. Des capsules audio pouvant servir de matériel de diffusion sur les ondes radio ont été produites, reprenant les thèmes retenus dans les formations à la sensibilisation sur les droits humains et l'éducation civique. Pour réaliser ces activités, Alternatives s'était associé à deux partenaires de la RDC soit le *Réseau Action Femme (RAF)* et l'*Association Africaine de défense des droits de l'homme (Asadho)*. Sur la durée du projet, 40 formateurs ont formé et sensibilisé plus de 7000 personnes dans 233 communes de la capitale Kinshasa et de sa périphérie.

Au **Maroc**, en collaboration avec le *Forum marocain des alternatives sud*, Alternatives a pu appuyer la Création d'un « Conseil Consultatif de la Jeunesse » permettant de donner la parole aux jeunes afin qu'ils puissent formuler des propositions sur les problématiques auxquelles ils sont confrontés au quotidien. Le Conseil Consultatif de la Jeunesse se veut un espace permanent de consultation, d'échanges, de dialogue et de proposition, au sein duquel sont délégués des jeunes de tous les secteurs de la société civile : jeunesse des associations et groupes communautaires, des associations étudiantes, des syndicats, des partis politiques, des jeunes entrepreneurs des milieux urbains, périurbains et ruraux.

MOUVEMENTS pour la JUSTICE SOCIALE

Alternatives estime que le citoyen ne peut exercer ses droits démocratiques sans une société civile forte pour le représenter. Face à un État souvent bureaucratique ou corrompu, peu à l'écoute de la population, des organisations sociales fortes et interreliées sont essentielles. En plus d'exercer une influence auprès de l'État pour qu'il se préoccupe des citoyens, les mouvements sociaux offrent aussi un contrepoids aux entreprises privées, souvent plus puissantes que l'État.

Un des moyens d'y arriver, c'est par le renforcement des coopératives qui oeuvrent dans le réseau d'économie sociale. Après des partenariats très fructueux au **Brésil**, Alternatives vient de compléter le

développement d'un réseau d'économie sociale dans les villes de Cordoba et de Buenos Aires en **Argentine**. Une quarantaine de coopératives de travail profitent de l'expertise fournie par Alternatives. Elles oeuvrent dans divers secteurs, comme la confection de vêtements, l'entretien d'immeubles ou le recyclage. Ces coopératives reçoivent des formations en gestion et ont accès à des fonds de microcrédit. Alternatives a aussi créé le portail www.unaargentinasolidaria.org. À l'aide de ce site, des coopératives qui ne se connaissaient pas lancent maintenant des initiatives communes!

Dans un **Soudan** confronté aux pires épreuves, le travail d'Alternatives a consisté à appuyer le peuple soudanais dans sa lutte pour construire un Soudan démocratique, équitable et prospère. Concrètement, nos programmes ont permis de renforcer deux réseaux d'organisations non gouvernementales, le *Sudan Civil Society Network for the Alleviation of Poverty (SCSNAP)* et le *Human Rights Legal Assistance Network (HRLAN)*, qui intègrent ensemble une centaine d'organisations locales oeuvrant à renforcer la participation des citoyens soudanais au développement économique, politique et social de leur pays. La logique qui sous-tend cette approche est qu'à travers une participation plus forte de la société civile, le Soudan pourra améliorer sa situation en matière de droits humains et de pauvreté.

Grâce à des formations et un appui financier, Alternatives a amélioré les capacités techniques des deux réseaux et les a aidés à développer leur expertise en gestion, planification et transparence des services. Une meilleure représentation de la diversité (géographique, âge, sexe) a également été préconisée. La démocratisation de ces réseaux était essentielle. Au Soudan, l'exclusion de la femme des institutions de prise de décision, tant au niveau domestique qu'au sein des institutions politiques et économiques du pays, contribue à la marginalisation des femmes et des filles et au fait que celles-ci ne peuvent jouir totalement de leurs droits. Alternatives appuie donc les campagnes d'éducation populaire du HRLAN. Elles visent à ce que les droits fondamentaux des femmes et des filles soient mieux connus et reconnus par le public et les décideurs. Le travail de plaidoyer et d'assistance juridique effectué par HRLAN et ses organisations membres tentent d'influer les décideurs politiques, en faisant la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles sur le plan judiciaire et dans l'application de la loi par la police, les procureurs, les juges et les tribunaux.

En 2007-2008, Alternatives s'est associé avec la *Centrale des syndicats nationaux - CSN* pour défendre les droits des femmes actives dans l'économie informelle en **RDC**. Le projet vise à mieux faire connaître les droits des travailleuses, le rôle du syndicat dans la défense de ces droits et l'intégration de davantage de femmes dans les instances de l'Union nationale des travailleurs du Congo. D'ailleurs, la première phase du projet a vu le nombre de femmes augmenter au sein de la direction de l'Union nationale des travailleurs du Congo - UNTC. 5 femmes siègent maintenant au Comité exécutif de l'UNTC. C'est en 2004 qu'une première femme fut élue au sein de ce syndicat créé en 1967.

En **Afrique du Sud**, le programme d'Alternatives visait, durant cette période, à réintégrer des communautés historiquement marginalisées, tout particulièrement des femmes séropositives et leur famille, au sein d'activités sociales et économiques. Les trois composantes de ce projet ont permis d'assurer des soins à domicile pour sidéen(ne)s en perte d'autonomie, de favoriser la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus tout en supportant des activités visant la sécurité alimentaire en milieu urbain.

Enfin, au **Niger**, notre appui au *Alternative espaces citoyens* nous a permis d'appuyer une multitude d'initiatives de lutte à la pauvreté et d'éducation populaire en matière de citoyenneté. Au cours de ces initiatives, nous avons pu mener un vaste projet d'études et d'analyses en matière d'accès aux services essentiels, tel que la santé, l'éducation et l'eau potable.

MÉDIAS et technologie de l'INFORMATION et des COMMUNICATIONS

Sans outils pour communiquer entre eux ou pour comprendre les enjeux qui les touchent, les citoyens et les mouvements sociaux demeurent impuissants. Alternatives croit donc qu'il est primordial de favoriser le développement d'outils et d'infrastructures pour améliorer les communications.

Alternatives et les partenaires d'AlterInter dont notamment le FMAS sont donc fiers d'être à l'origine du portail Internet www.E-Joussour.net, lancé en janvier 2007 lors du Forum marocain. Cette interface destinée aux pays de langue arabe du **Maghreb** et du **Moyen-Orient** permet la diffusion rapide de contenu par les organisations de la société civile qui en sont membres. Ce site Internet constitue aussi un espace de débats sur des thématiques touchant à l'ensemble des pays de la région. Ce modèle de coopération entre différentes organisations est particulièrement important compte tenu du caractère très



hiérarchique et autoritaire des États de la région mais surtout compte tenu de l'absence totale de visibilité dans nos médias de perspectives progressistes provenant d'une région souvent présentée comme le berceau de tous les terrorismes.

C'est avec les mêmes perspectives qu'Alternatives avait créé en **RDC** le portail www.societecivile.cd, un lieu de rencontre et d'échanges pour les mouvements sociaux congolais et qui encore en 2007-2008, accueille plus de 120000 lecteurs mensuellement.

Mais puisque l'utilisation de ces outils exige un accès de base à l'Internet, Alternatives déploie aussi de grandes énergies pour favoriser un accès universel dans des régions difficiles comme l'Afrique. En août 2007, nous avons publié la première étude de faisabilité indépendante sur l'implantation d'une vaste infrastructure Internet pour l'ensemble de la **République démocratique du Congo (RDC)**, un pays quatre fois plus grand que la France. Réalisée par des chercheurs congolais avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), de l'entreprise Xit Télécom et de l'Association pour le progrès dans les communications (APC), l'étude propose notamment un réseau national de fibres qui couvrirait plus de 5 467 kilomètres, soit approximativement la distance qui sépare la capitale du Congo, Kinshasa, de la ville du Caire, en Égypte. Il desservirait toutes les provinces de la RDC. Alternatives collabore de plus avec le gouvernement congolais à élaborer une politique nationale sur le développement des TIC et en faveur du développement par les TIC.

Tout ce travail a notamment été rendu possible grâce à notre participation au sein de l'Association pour le progrès dans les communications (APC). Nous siégeons d'ailleurs depuis novembre 2007 sur le Conseil d'administration de l'APC en plus du CA du *Global Knowledge Partnership (GKP)* <http://www.globalknowledge.org>, premier réseau mondial multisectoriel sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement.

Alternatives ne délaisse pas pour autant des médiums plus traditionnels comme la radio, un instrument essentiel d'information dans des régions où les populations sont analphabètes ou isolées. C'est pour cette raison qu'Alternatives a complété un projet avec l'Association Radio Libre Kayira du **Mali**. Ce réseau compte plus de 400 journalistes, animateurs et bénévoles - dont 72 journalistes permanents - qui sont responsables de la programmation radiophonique. Dans ce projet, Alternatives a mis sur pied des formations pour les journalistes et les animateurs en déontologie, en écriture journalistique, en médias électroniques et en nouvelles technologies de l'information. Des dossiers radiophoniques et des émissions régulières sur des enjeux comme la démocratie municipale et la dévolution des pouvoirs, la participation des femmes dans les institutions, le régime de taxation et les services publics essentiels, etc., ont été

réalisés pour le public malien. Alternatives a enfin participé à la consolidation des capacités informatiques du réseau des radios communautaires Kayira.

En **Haïti**, notre projet réalisé en collaboration avec le groupe *Réseau Liberté* avait pour but de renforcer les capacités journalistiques locales et le développement de mécanismes d'autoréglementation des journalistes et des associations de médias. Il avait également comme but d'améliorer le dialogue entre les médias et a permis la création du site <http://www.mediasdhaiti.org/>.

Au **Niger**, notre travail auprès de la Radio Alternative et du Journal Alternative permet de rejoindre un large public et ainsi d'œuvrer à l'éducation citoyenne des populations à la démocratie et la bonne gouvernance. Ces médias communautaires initient également diverses activités (débat, séminaires, conférences) sur la démocratisation et le processus de décentralisation des pouvoirs qui rassembleront associations citoyennes, agents municipaux, décideurs et représentants gouvernementaux. Ces activités sont relayées au grand public par le biais de la radio.

ÉCOLOGIE SOCIALE

La protection de l'environnement, la souveraineté alimentaire et une meilleure harmonie entre le développement humain et son territoire intéresse beaucoup Alternatives. Sans développement durable, la santé et le bien-être général des citoyens sont compromis.

À **Cuba**, Alternatives a complété un projet visant à prévenir les conséquences néfastes de l'élevage porcin. Depuis les années 1980, cette industrie a pris beaucoup d'envergure ce qui entraîne des problèmes écologiques et sanitaires d'importance. Avec ce projet, Alternatives et son partenaire, l'Institut de recherche sur l'industrie porcine - *Instituto de Investigaciones porcinas* – ont amélioré les conditions de vie des paysans par l'installation de bio-digesteurs qui recyclent les résidus porcins. Cette activité produit deux ressources secondaires non négligeables, soient des fertilisants organiques pour la production agricole et de l'énergie biogaz. Introduits auprès de 200 familles dans les états de La Havane, Matanzas et Pinar del Rio, ces bios-digesteurs répondent à plusieurs besoins. Ils permettent de recycler des résidus nocifs, d'offrir une alternative énergétique pour la cuisson d'aliments, et de produire des fertilisants organiques qui améliorent la richesse des sols sans contamination chimique.

Au **Pakistan**, Alternatives, de concert avec plusieurs organisations locales du secteur de la pêche, soutient l'*organisation Pakistan Fisherfolk Forum (PFF)*. L'objectif est de favoriser la concertation face aux enjeux environnementaux et de renforcer les capacités des pêcheurs dans le delta de l'Indus, un fleuve crucial pour la survie de millions de personnes généralement pauvres, mais dont le débit a considérablement baissé dans les dernières années. Ces actions visent à mettre sur pied une politique de gestion de l'eau dans la région. Pour y arriver, Alternatives a notamment sensibilisé les autorités locales en organisant des séminaires avec des élus et des groupes locaux. Des campagnes de mobilisation ont aussi été menées pour que les communautés vivant de la pêche puissent défendre leurs droits.



En **Indonésie**, s'appuyant sur des partenaires solides comme l'*Institute for Social Transformation (INSIST)* et avec la contribution de l'Union Européenne, Alternatives s'est attelé à combattre la pauvreté en incitant les paysans à s'engager dans la gestion environnementale des régions de Sulawesi, Maluku et

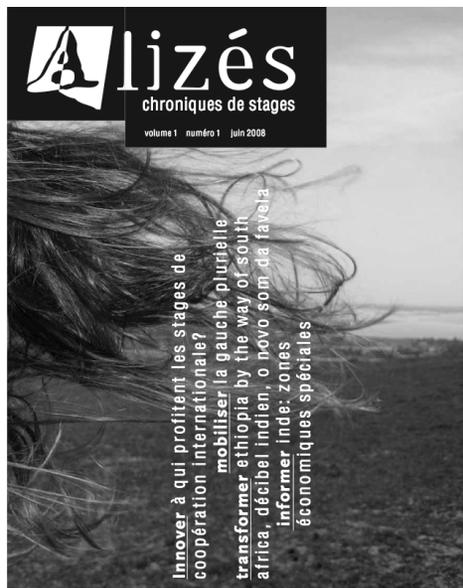
de Papousiasie occidentale. Ce projet de 5 ans s'est terminé en 2007 et a permis à Alternatives d'appuyer les agriculteurs dans la définition de solutions locales à leurs problèmes. Des formations pour les amener à réduire le recours aux engrais chimiques et aux pesticides ont par exemple été dispensées. Avec des études de terrain, des solutions comme une meilleure irrigation ou des engrais naturels peuvent aider les paysans à préserver la qualité des sols tout en maintenant des récoltes abondantes. Nous travaillons actuellement à une phase deux de ce programme.

En **Haïti**, Alternatives appuie la production agricole biologique et l'achat de produits locaux dans le cadre d'un projet avec le *Mouvement paysan de Papaye*. Cette initiative visait à dynamiser la production locale, qui est cruciale pour accroître la souveraineté alimentaire de ce pays souffrant énormément de la crise alimentaire.

Finalement, au **Niger**, notre intervention vise d'abord à renforcer les capacités de production agricole en milieu urbain (Niamey) et rural (Diffa). Deux centres de vulgarisation et de formation des techniques d'agriculture urbaine et organique seront ainsi mis sur pied, et recevront les jardiniers et paysans soucieux d'acquérir de nouvelles techniques de production plus efficaces et moins dommageables pour l'environnement. Afin de favoriser l'augmentation des revenus des familles vulnérables, nous travaillons à la mobilisation des producteurs et transformateurs agricoles de Niamey et Diffa, en consolidant la *Coopérative alternative de production, de transformation et d'achat* (CAPTA). La mise en réseau de ces producteurs facilite leur accès aux marchés locaux et leur permet d'obtenir des outils de travail à prix réduit. Diverses formations en gestion de coopératives et en commercialisation sont offertes.

Le programme de STAGES INTERNATIONAUX

Depuis sa création, Alternatives offre des opportunités innovatrices et passionnantes pour les jeunes intéressés à l'organisation communautaire, à la solidarité internationale et à la justice sociale.



En 2006-2008, Alternatives a permis à 130 jeunes de vivre une expérience internationale, d'acquérir de nouvelles connaissances et de partager leur expertise avec des organisations partenaires dans les pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Cameroun, Cuba, Égypte, Haïti, Inde, Indonésie, Kenya, Mali, Maroc, Mexique, Niger, RDC, Roumanie, Sénégal, Trinidad & Tobago, Uruguay et Venezuela.

Nous avons pu conduire trois programmes différents de stages durant cette période incluant le programme cyberjeunes en technologies de l'information. Ces stages comprennent une période de formation technique intensive à Montréal en plus du séjour international. Alternatives a aussi mis sur pied des stages en communication, en environnement, ainsi qu'en gestion et développement organisationnel chez nos partenaires étrangers. Des projets novateurs ont été initiés en partenariat avec l'Université d'Ottawa, la maison de production « *Via le Monde* » et l'Association Canada Rwanda. Un cahier intitulé « **Alizé, Chroniques de stages** » a été produit par les brigades

de stage « Menchu » et « San Suu Kyi ».

En collaboration avec le ministère des Relations internationales du Québec, des stages Québec sans frontières ont été réalisés. Ces stages comprennent une période préparatoire de 6 mois au Québec et un séjour de 2 mois avec un organisme partenaire au Mali et à Cuba. Enfin, nous avons lié le programme de stage avec notre programme « jardins » en formant 6 stagiaires internationaux en agriculture urbaine à Cuba, Afrique du sud et Mali.

ALTERNATIVES INTERNATIONAL (ALTER INTER)

Alternatives est un des membres fondateurs d'Alternatives international, une fédération d'organisations politiques et sociales altermondialistes de quatre continents. Avec son secrétariat basé à Montréal, Alternatives International regroupe les organisations suivantes :

- Alternative Espaces Citoyens (Niamey)
- Alternative Information Center (Jérusalem)
- Alternatives (Montréal)
- Alternatives Asia (New Delhi)
- Forum marocain des alternatives Sud (Rabat)
- Instituto alternativas Terrazul (Fortaleza)
- Khanya College (Johannesburg)
- Le Réseau Initiatives Pour un Autre Monde - IPAM, (Paris)
- Teacher Creativity Center (Ramallah)



La fédération Alternatives International s'oppose au néolibéralisme qui s'exprime notamment par des échanges économiques inégalitaires et le recours à la militarisation. Elle veut bâtir une solidarité internationale et locale basée sur des partenariats égaux entre des organisations politiques et sociales de différents continents.

C'est Alternatives à Montréal qui héberge depuis 2006 le secrétariat d'AlterInter.

Alternatives International est né de la nécessité :

- de développer des initiatives pour renforcer le mouvement social partout dans le monde, et ce, par des moyens concrets (élaboration de stratégies, mise en réseaux, production de nouveaux outils d'éducation et de communication, etc.);
- de mieux coordonner des interventions communes dans le cadre des principaux réseaux du mouvement social mondial, notamment le Forum social mondial (FSM);
- de s'entraider dans le développement de stratégies de viabilité politique et financière à long terme.

En août 2007, la fédération s'est pour la première fois dotée d'un Conseil de gouvernance intégrant des représentants des 9 organisations membres. Un conseil exécutif intégrant 5 membres a aussi été mis en place. Ce dernier a facilité la tenue d'activités communes à la fédération lors des forums de Nairobi

(janvier 2007), de Rabat (janvier 2008), la publication d'un journal commun à ces divers événements, ainsi que plus récemment, la publication d'un bulletin plus large en anglais.

AlterInter vise en 2008 à tenir sa première planification stratégique commune. Une des questions clés sera l'intégration de nouveaux membres car AlterInter a déjà été approché par de multiples organisations de partout désireuses de nous rejoindre.

Notre ÉQUIPE

- Caroline Tagny : stages internationaux
- Catherine Binette : Amérique latine et Caraïbe
- Catherine Pappas : Moyen-Orient et Maghreb
- Ceyda Turan : immigration et services d'employabilité
- Emmanuel Martinez : communications
- Ève-Marie Lacasse : bureau de Québec
- François Coulombe : coordonnateur de l'équipe internationale / Afrique
- Ismael Hautecoeur : coordonnateur de l'équipe nationale / Jardins sur les toits
- Khadija Mounib : immigration et employabilité
- Manuelle Ann Boissonneault : mobilisation et vie associative
- Michel Lambert : directeur général
- Mustapha Hamdache : entretien
- Sébastien Grenier : sysadmin, Internet
- Sylvie Desautels : coordonnatrice du bureau de Québec
- Vanessa Gordon: stages internationaux
- Victor Carranza : gestion financière
- Yamina Bessar : directrice administrative

Secrétariat d'AlterInter

- Estelle Lasserre : collecte de fonds
- Feroz Mehdi : secrétaire général
- Nazanine Shamsdoust : accueil
- Yasmina Moudda : comptabilité

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Luc Phaneuf, Président
- Christine Messier, Vice-présidente
- Philippe Boudreau, Trésorier
- Thomas Chiasson-Lebel, Secrétaire
- Elaheh Chokrai
- Gordon Lefebvre
- Mirlande Demers
- Pierre Beaudet
- Chad Lubelsky
- Philippe Boudreau
- Ali Mallah
- Antoine Casgrain

LES PARTENAIRES D'ALTERNATIVES EN 2006-2008

Afroreggae (Brésil), Al-Shehab (Égypte), Alternative Espaces Citoyens (Niger), Alternative Information Center (Israël), Amorces (France), AQOCI (Canada), Assemblée Européenne des citoyens (France), Association brésilienne d'économie solidaire – ABESOL (Brésil), Association Canada Rwanda (Canada), Association des radios libres Kayira (Mali), Association pour le progrès dans les communications – APC, Banmujer (Venezuela), Barrios de Pie (Argentine), Bathlabine Rural Development Trust (Afrique du Sud), Bharat Gyan Vigyan Samiti (Inde), Canada Nepal Forum (Canada), CANTA Brasil (Brésil), Caribbean Association for Feminist Research and Action (Trinidad), Carrefour d'éducation populaire de Pointe St. Charles (Canada), Carrefour Tiers-Monde (Canada), Central Única das Favelas – CUFA (Brésil), Centrale des syndicats du Québec – CSQ (Canada), Centrale des syndicats nationaux – CSN (Canada), Centrale des Travailleurs et Travailleuses de l'Argentine (Argentine), Centre d'écologie urbaine de Montréal (Canada), Centre de Développement Local-CEDEL (Cuba), Centre de formation populaire (Canada), Centre des médias Alternatifs du Québec – CMAQ (Canada), Centro Cultural Casa Africa - CCCA (Brésil), Centro de Formacion y Estudios Sociales Simon Rodriguez Bolivar – CEFES (Vénézuéla), Centro Martin Luther King (Cuba), CERAS (Canada), Chantier de l'économie sociale (Canada), CHOQ FM (Canada), CKIA FM (Canada), Coalition de Québec pour la paix (Canada), Coalition pour Haïti (Canada), Coalition pour la justice et la paix en Palestine - CJPP (Canada), Coalition pour une exploitation minière responsable (Canada), Cocahue (Bolivie), Comité de solidarité de Trois-Rivières (Canada), Comité international pour la promotion du créole et l'alphabétisation (Canada), Comité pour la justice sociale (Canada), Comité pour les droits humains en Amérique Latine – CCDHAL (Canada), Commission Jeunesse et Commission de la santé et des services sociaux de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et Labrador (Canada), Community Network Forum (Afrique du Sud), Conseil en Éducation des Premières Nations (Canada), Cooperativa de Consumo e Comercialização Popular Solidário - CONSOL (Brésil), COPHAN (Canada), Development Support Center – DSC (Égypte), Doosra Dashak (Inde), Droits et démocratie (Canada), Dynamique multisectorielle sur les TIC – DMTIC (RDC), Echec à la guerre (Canada), Éco-Quartier du centre Jacques Quartier (Canada), Ecosociété (Canada), Éditions Le Memento (Canada), Equipo de Formacion, Informacion y Publicaciones – EFIP (Vénézuéla), Escola Oito de marzo (Brésil), Espace associatif au Maroc (Maroc), Federación Regional Única de Trabajadores Campesinos del Altiplano Sur – FRUTCAS (Bolivie), Fédération des femmes du Québec – FFQ (Canada), Fédération des infirmiers-infirmières du Québec - FIIQ (Canada), Fédération des travailleurs du Québec – FTQ (Canada), FNEEQ (Canada), Fondation TEACH (Canada), Forum Jeunesse de la Capitale nationale (Canada), Forum marocain des alternatives Sud – FMAS (Maroc), Forum Social Québécois (Canada), Fundación Antonio Núñez Jiménez por la Naturaleza y el Hombre (Cuba), Fundación Solon (Bolivie), General Industries Workers of South Africa – GIWUSA (Afrique du Sud), Global Knowledge Partnerships (Malaisie), Handicap international (Canada), Hao Ran Foundation (Taiwan), Human Rights and Legal Aid Network – HRLAN (Soudan), Human Rights Law Network – HRLN (Inde), IDELCoop (Argentine), InfONG (Roumanie), Institut de recherches et de formation en administration publique – IIFAP (Argentine), Institut de recherches porcines (Cuba), Institute for Policy Studies (USA), Institute for Social Transformation - INSIST (Indonésie), Instituto Alternativas Terrazul (Brésil), Instituto del Tercer Mundo – ITEM (Uruguay), Iraqi Democratic Future network – IDFN (Irak), Khanya College (Afrique du Sud), Komunitas Innawa (Indonésie), Koumbit (Canada), L'Agitée, coopérative de solidarité (Canada), LaNeta (Mexique), Lembaga Pengembangan Studi Hum dan Advokasi HAM Sulawesi Tengah (Indonésie), Lux Editeur (Canada), Maison des jeunes de Côtes-des-Neiges (Canada), M.T.D. Solano (Argentine), Maison de Quartier Villeray (Canada), Médecins de l'espoir pour la santé de la communauté – MEDES – SAPCOM (Mali), Meïdia (Canada), Mouvement paysan de Papaye (Haïti), Movimiento Sin Terra (Brésil, Bolivie), Pakistan Fisherfolk Forum (Pakistan), Pakistani Canadian Association of Quebec (Canada), Palestine Monitor (Palestine), Palestinian Medical Relief Society - PMRS (Palestine), Paroles Citoyennes (ONF) (Canada), Pengembang Aktifitas Kemintraan Terpadu (Indonésie), Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif – PAPDA (Haïti), PRECI (Canada), Productions Multi-Monde (Canada), Protect the Future (Hongrie), Protège QV (Cameroun), Rassemblement Action Jeunesse – RAJ (Algérie), Regroupement autonome des jeunes – RAJ (Canada), Regroupement des Centres d'Amitié Autochtones du Québec (Canada), Regroupement des jardins collectifs du Québec – RJCQ (Canada), Regroupement québécois sur l'intégration continentale – RQIC (Canada), Réseau des associations de quartier de Casablanca - RÉSAQ (Maroc), Réseau du Forum social de la région Québec-Chaudière-Appalaches (Canada), Réseau Initiatives Pour un Autre Monde – IPAM (France), Réseau Liberté (Canada), Sanayee Development Organization (Afghanistan), Santropol Roulant (Canada), Secrétaire du Forum social mondial (Brésil), SénéLogic IT-Pool (Sénégal), Sociedad Cultural Teatro la Carreta (Chile), Solidarity with Palestinian Human Rights (Canada), StreetNet (Afrique du Sud), Sudanese civil society network for the alleviation of Poverty – SCSNAP (Soudan), Table de concertation sur la région des Grands Lacs (Canada), Tables de concertation des organismes au services des personnes réfugiées et immigrantes - TCRI (Canada), Tadamon (Canada), Teacher Creativity Center (Palestine), Ungana Afrika (Afrique du Sud), Union Nationale des travailleurs du Congo (RDC), Université de Ottawa (Canada), Université du Québec à Montréal (Canada), Université McGill (Canada), Via le Monde (Canada), Ville de Montréal (Canada), Ville de Québec (Canada), Voice (Bangladesh), XitTelecom (Canada), Yeoville Stakeholders Forum (Afrique du Sud), Zapartistes (Canada)

